

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/HondurasLe-chemin-qui-mene-au-Coup-d-Etat>

HondurasLe chemin qui mène au Coup d'Etat.

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : jeudi 20 août 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Felipe de J. Pérez Cruz

[Rebellion](#). Espagne, le 17 juillet 2009.

[Leer en español](#)

Le Honduras fait partie des pays les plus pauvres du monde. 62% de la population est pauvre, plus du 55% au chômage, 63% des familles souffrent de malnutrition, des milliers d'enfants vivent dans la rue. Pour la première fois dans l'histoire contemporaine du pays, un homme d'Etat, le président José Manuel Zelaya Rosales avait engagé des mesures politiques significatives contre ce legs historique d'exploitation et de sous-développement.

Zelaya Rosales n'était pas porteur d'un projet personnel. Il était convaincu de la nécessité d'encourager la participation populaire aux processus de décision politique. Et c'est justement le 28 juin à l'aube, jour où les Honduriens étaient appelés aux urnes pour une consultation populaire, que le Coup d'Etat a eu lieu. Le président Zelaya Rosales fut séquestré par des effectifs de l'Armée et expulsé vers le Costa Rica. Dès premières heures du Coup d'Etat, la situation est limpide : d'un côté l'oligarchie soutient dans son ensemble l'action militaire ; d'un autre côté le peuple proteste. Les principaux médias nationaux s'efforcent d'anesthésier le peuple et de semer le trouble sur la nature du coup d'Etat dans l'opinion publique internationale afin de faciliter l'avancée et la consolidation du soulèvement militaire.

La bureaucratie de l'Etat oligarchique - les Tribunaux, le Fisc et la Police- et la hiérarchie de l'Eglise Catholique sont partie intégrante de la coalition putschiste. Après avoir présenté une prétendue lettre de démission du chef d'Etat, Le Congrès hondurien a nommé comme président intérimaire Roberto Micheletti, Président du parlement et ancien candidat à la présidence du même parti que Zelaya Rosales. Le Conseil Hondurien de l'Entreprise privée (COHEP) a soutenu le Congrès en affirmant : « On n'a pas remplacé un président par un autre. On a obtenu, dans le cadre de l'unité nationale, de préserver la continuité institutionnelle et le respect de la Constitution et des lois ».

Le Coup d'Etat est rejeté par le peuple hondurien depuis le début. Malgré la suspension d'une partie des garanties constitutionnelles et la mise en place d'une sorte d'état de siège, des milliers de personnes sont sorties dans les rues pour exiger le retour du président constitutionnel. Les masses, armées de leur indignation et de leur honte, se sont levées face aux forces de l'Armée et de la Police. Et les premières victimes d'une nouvelle répression fasciste sont tombées. Les arrestations se sont multipliées et, en réponse, les organisations populaires ont convoqué une grève générale jusqu'au retour du président légitime, mesure maintenue jusqu'à aujourd'hui.

Afin de justifier le Coup d'Etat, les forces de l'oligarchie et l'impérialisme ont monté un épais dossier d'accusations contre le président José Manuel Zelaya Rosales. Il s'agit d'un dossier créé de toutes pièces à la dernière minute. Mais même si les accusations avancées étaient fondées, elles ne sauraient justifier le sanglant coup militaire. Le seul objectif de l'éviction de Zelaya Rosales est de stopper net un processus de transformation sociale inédit au Honduras.

José Manuel Zelaya Rosales

José Manuel Zelaya Rosales (1952), est un riche propriétaire terrien, ancien directeur du Conseil Hondurien de l'Entreprise Privée (COHEP) [1] et président d'une des organisations patronales les plus importantes, l'Asociación Nacional de Empresas Transformadoras de la Madera (ANETRAMA) [2]. Affilié au Parti Libéral depuis 1970, il y a exercé des fonctions d'organisation et de représentation jusqu'à obtenir un poste de député. Il a toujours exercé ses fonctions publiques avec dévouement et honnêteté. La presse bourgeoise du Honduras aimait à le présenter en tant que bon catholique, père de famille exemplaire, propriétaire terrien avisé et grand amateur de guitare et d'équitation.

C'est armé de ce profil qu'il remporte les élections présidentielles du 27 novembre 2005. Rien ne laissait alors présager qu'il puisse porter une autre orientation politique que celle de l'oligarchie hondurienne et, encore moins, qu'il en vienne à briser les fondements même du système de domination

L'empire et l'oligarchie ont eu la désagréable surprise de voir le président Zelaya Rosales attaquer de front une situation nationale catastrophique en prenant des mesures - pourtant timides - en faveur des secteurs populaires. Car pour commencer à satisfaire les besoins de son peuple et combattre la pauvreté et l'exclusion, le président hondurien n'a eu d'autre choix que de s'attaquer aux intérêts des puissants. La gestion gouvernementale a alors pris un tournant [3], rompant avec une histoire plus que centenaire de soumission à l'empire étasunien et aux intérêts des multinationales et de l'oligarchie locale.

Le nouveau président a pris à bras le corps le problème du coût du pétrole, remettant en cause le contrôle spoliateur des multinationales du secteur présent au Honduras : Esso (ExxonMobil), Texaco (Chevron) et Shell. Il a également freiné l'exploitation forestière qui affecte les communautés indigènes. Ces décisions ont soulevé une première vague de critiques de la part des possédants. Il s'est ensuite concentré sur le problème des « maras [4] », remettant en cause le caractère exclusivement répressif de la lutte contre les gangs et le crime organisé, se tournant vers les racines sociales du problème : la pauvreté et l'exclusion. Il a ensuite décrété un plan d'urgence en faveur du système de santé, dégageant d'énormes ressources pour entamer sa réhabilitation. Il a aussi réduit les taxes sur les intérêts des crédits immobiliers et augmenté le salaire minimum. Ces mesures impulsées par Zelaya Rosales ont amélioré la situation économique du pays. Suite au traité de Libre échange avec les États-Unis entré en vigueur en 2006, le déficit de la balance commerciale a doublé. Mais les autres indicateurs sont au vert : le pays connaît son plus faible taux d'inflation depuis 16 ans et la politique de lutte contre la pauvreté permis à 500 mille Honduriens d'en sortir depuis le début de son mandat.

Autodétermination et souveraineté

Une autre dimension cruciale du virage amorcé par le président Zelaya Rosales fut un exercice conséquent des principes d'autodétermination et de souveraineté nationale, dans un pays où ces catégories étaient jusqu'alors purement décorative.

Le 1er avril 2006 le Traité de Libre Commerce avec les Etats Unis (CAFTA pour ses sigles en anglais) est entré en vigueur. Zelaya Rosales a assumé le fait accompli par sa signature tout en avertissant qu'il était très défavorable au Honduras. S'il fallait tenter de profiter des opportunités que le CAFTA pourrait éventuellement offrir, il est était encore plus urgent de travailler à des accords compensatoires.

Sur le plan énergétique, Zelaya Rosales a envoyé en mars 2006 une mission au Venezuela afin d'explorer les domaines potentiels de coopération. Pour atteindre la souveraineté énergétique face aux multinationales, il s'est alors rapproché de Petrocaribe, une alliance régionale appartenant à Petroamérica, l'un des instruments d'intégration continentale créés par l'Alliance Bolivarienne pour les Amériques (ALBA). Zelaya Rosales a également demandé le soutien du Brésil pour développer la production locale de biocarburants : éthanol en particulier.

Le 25 août 2008, Zelaya Rosales a signé la pleine intégration de son pays au sein de l'ALBA. Après avoir appelé le peuple hondurien à soutenir un « projet social de solidarité entre des pays latinoaméricains » favorable aux pauvres, il a déclaré que le modèle néolibéral était dépassé et s'est prononcé pour un « libéralisme socialiste, afin que les bénéfices du système arrivent à tous ceux qui en ont le plus besoin. »

Le 15 septembre, lors de son discours pour 187ème anniversaire de l'émancipation nationale du Honduras vis-à-vis de la Couronne espagnole, Zelaya Rosales a présenté l'entrée du pays au bloc bolivarien de l'ALBA comme une «

seconde indépendance ». Quelques jours plus tard, lors de l'Assemblée Générale de l'ONU, il a demandé l'arrêt des « recettes et des leçons » du monde développé car elles n'avaient pas servi à éliminer la pauvreté, affirmant que le système capitaliste était en train de « dévorer les êtres humains ». Un mois plus tard, lors de son intervention au XVIII sommet Ibéro-américain, à San Salvador, il a demandé aux participants une condamnation du « capitalisme insatiable ».

L'entrée du pays dans l'ALBA et la signature d'accords de commerciaux avec Taiwan, le Chili, Panama et -en perspective- Cuba, le Pérou, le Brésil et l'Equateur, sont autant d'exemples de la volonté du président Zelaya Rosales de diversifier ses échanges commerciaux, économiques et technologiques afin de se libérer d'une dépendance omniprésente par rapport au marché étasunien.

A l'échelle régionale, Zelaya Rosales a gagné en autorité au cours de la présidence tournante du Système d'Intégration Centroaméricain au second semestre 2008. Sous sa direction, les pays centroaméricains sont parvenus à d'importants accords : surmontant une logique d'affrontement interne consubstantielles aux vieux liens d'assujettissement impérialistes, ils se sont mis d'accord sur des éléments de réponse communs face à la crise structurelle du capitalisme.

La politique de Zelaya Rosales a permis d'obtenir une réduction de près de 4 milliards de dollars de la dette extérieure tandis que l'approvisionnement en combustible bon marché en provenance du Venezuela soulageait les finances publiques et permettait l'amélioration de la qualité de vie de la population.

Face à l'empire

La volonté du président Zelaya Rosales d'atteindre la souveraineté énergétique l'a mis en opposition frontale au gouvernement de Georges W. Bush, obstiné à défendre jusqu'au bout les intérêts des transnationales pétrolières. La réponse initiale de l'empire a été d'exercer des pressions par de multiples canaux : accusations de corruption, remise en cause de l'élargissement de la période de travail des Honduriens inscrits au Statut de Protection Temporelle (TPS). L'ambassadeur étasunien, Charles Ford, s'est efforcé d'administrer ce traitement classique pour ramener à de meilleurs sentiments les gouvernements-clients récalcitrants, mais dans le cas de Zelaya Rosales cela n'a pas fonctionné.

Bush, face aux dénonciations de Fidel Castro Ruz concernant la présence du terroriste Luis Posada Carriles aux Etats Unis et la demande de son extradition faite par le Venezuela, cherchait à envoyer l'assassin vers un troisième pays et la demande fut faite à Zelaya Rosales. Il refusa d'emblée. Déjà en mars 2008, le président hondurien avait annoncé l'ouverture de relations avec le Cuba.

Les liens de plus en plus étroits entre le président hondurien et les gouvernements de gauche d'Amérique du Sud et du Nicaragua, l'entrée dans Petrocaribe et dans l'ALBA, l'amitié fraternelle affiché avec le président Hugo Chavez, la visite au Cuba en mars 2008, les échanges avec le commandant en chef Fidel Castro Ruz sont autant d'éléments qui ont horripilé l'oligarchie hondurienne et convaincu l'empire d'isoler puis de détruire politiquement le leader hondurien. Le président Bush avait ainsi placé Zelaya Rosales sous une surveillance serrée.

Zelaya Rosales a fait une mauvaise surprise supplémentaire aux États-Unis le 31 mai 2008, lorsqu'il exigea que les militaires américains abandonnent la base Soto Cano (la tristement célèbre base Palmerola de la guerre secrète contre le Nicaragua et le mouvement de libération centreaméricain), annonçant qu'elle allait être utilisée pour des vols internationaux commerciaux suite à la construction d'un terminal civil financé par l'ALBA. Il est probable qu'après ces déclarations, le gouvernement Bush ait accéléré ses plans pour déstabiliser Zelaya Rosales. Pour cela, Bush nomma comme ambassadeur à Tegucigalpa un Cubain étasunien d'extrême droite, Hugo Llorens. Ce resplendissant

représentant de l'empire avait été conseiller principal de Bush au moment du coup d'état contre le président Hugo Chavez, il était alors directeur des Affaires Andines du Conseil National de Sécurité à Washington. Llorens arriva au Honduras au mauvais moment. Le 12 septembre 2008, le président Evo Morales expulsait le représentant étasunien de Bolivie à cause de ses activités d'ingérences ; en signe de solidarité, Zelaya Rosales refusa de recevoir le laissez-passer de Llorens. Huit jours plus tard, le président hondurien consentit à recevoir le nouvel ambassadeur tout en exprimant le malaise de son pays « envers ce qui est en train de se passer dans le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud. »

En novembre 2008, le président Zelaya Rosales a félicité Barack Obama pour sa victoire électorale en la qualifiant d'« un espoir pour le monde ». Mais deux mois plus tard, le président hondurien envoyait une lettre au chef d'Etat étasunien en accusant les Etats Unis « d'interventionnisme » et en invitant le nouveau gouvernement « à respecter les principes de non-ingérence dans les affaires politiques des autres nations ». Il demandait aussi que les négociations sur « les procédures d'immigration et l'octroi des visas cessent d'être utilisées comme moyen de pression ». En outre, il se prononçait pour que « la lutte légitime contre le trafic de stupéfiants ne soit pas utilisée comme prétexte pour imposer des politiques interventionnistes dans d'autres pays ».

De l'alerte au Coup Technique

Il ne restait que peu de temps à l'imprévisible José Manuel Zelaya Rosales à la tête du pays. Des élections étaient prévues pour novembre 2009 et janvier 2010 suite auxquelles il devait abandonner la présidence. Dans un pays où la gauche avait été exterminée et le mouvement populaire recommençait juste à s'articuler et à prendre des forces, rien ne laissait penser que les machines des partis oligarchiques ne seraient pas capables de rétablir leur pouvoir. Le déroulement des événements politiques honduriens semblait indiquer que pour les impérialistes et pour l'oligarchie la solution viendrait après le mandat de Zelaya Rosales. C'est dans ce contexte que, le 22 novembre 2008, le président annonçait une consultation populaire, franchissant un seuil intolérable pour l'empire étasunien et ses fidèles alliés locaux.

Zelaya Rosales souhaitait avancer vers la convocation d'une Assemblée Nationale Constituante pour mener bien une réforme en profondeur de la Constitution. Cette consultation, non contraignante, devait porter sur la pertinence ou non de la convocation prochaine d'une assemblée constituante, ce qui devait se matérialiser par l'ajout d'une urne lors des élections suivantes. Si elle était approuvée, la constituante ne serait mise en place qu'après la sortie de Zelaya Rosales de la présidence, si bien que sa réélection ne serait pas possible.

La seule mention d'une possible assemblée constituante a terrorisé l'oligarchie hondurienne et a préoccupé gravement l'empire. L'actuelle corrélation des forces dans la région latinoaméricaine et caribéenne, particulièrement la victoire des forces de la gauche au Nicaragua et à El Salvador et l'éloignement du gouvernement de Guatemala de ses traditionnelles positions oligarchiques rendaient dangereux pour l'hégémonie impérialiste n'importe quelle tentative de remise en cause des bases institutionnelles du statut quo conservateur. C'est en effet un tel cheminement qu'ont suivi le Venezuela, l'Equateur et la Bolivie lors de leur processus émancipateur. C'est pourquoi, dès l'annonce faite de ce projet, les forces réactionnaires, orchestrées par l'ambassade des Etats-Unis, se sont appliquées à saboter la consultation en se servant de toutes les méthodes disponibles : la dynamique du Coup d'Etat était déjà lancée.

Une forte campagne de discrédit et de critique idéologique contre Zelaya Rosales fut orchestrée, polarisant contre lui la majorité de la classe politique hondurienne, y compris les membres de son propre parti. A cela s'est ajouté l'attitude belligérante du puissant Conseil Hondurien de l'Entreprise Privée (COHEP), qui refusa de se conformer au décret imposant l'augmentation du salaire minimum. Si jusqu'alors il était parvenu à obtenir l'approbation du Congrès National pour des mesures comme l'entrée dans l'ALBA, désormais son isolement était pratiquement total.

Le 23 juin dernier, le Congrès National approuva une loi de dernière minute qui interdisait la tenue de referendums et de plébiscites dans les 180 jours avant et après les élections. Le Tribunal Suprême Electoral (TSE) et la Cour Suprême de Justice déclarèrent alors illégal la consultation du 28 juin, menaçant de peines de 10 à 15 ans de prison ceux qui la soutenaient.

Zelaya Rosales destitua de ses fonctions le chef de l'Etat Major Conjoint des Forces Armées, le général Romeo Vasquez Velasquez, pour avoir refusé de distribuer le matériel nécessaire pour la consultation. En réponse, le Ministre de Défense et les Chefs des trois branches des Forces Armées présentaient leur démission, tandis que la Cour Suprême de Justice récusait l'autorité du président pour commander les Forces Armées et ordonnait le retour du général Vasquez à son poste. En parallèle, les manoeuvres commençaient pour la tenue d'un procès politique visant déchoir le président pour cause de violation de la Constitution et l'ordre juridique du pays.

Le Plan B

Lorsque Zelaya Rosales prit la mesure de la gravité des manoeuvres menées contre son gouvernement par le Tribunal et par le Congrès, il dénonça avec clarté qu'un Coup d'Etat était en marche. Il fit appel aux présidents latinoaméricains pour soutenir son gouvernement et demanda l'accompagnement de l'OEA. C'est à ce moment que le fait le plus audacieux et le plus magistral de tout son mandat eut lieu : il demanda au peuple de l'accompagner sur la base aérienne d'Hernan Acosta Mejia afin de récupérer le matériel électoral confisqué par les magistrats du TSE et par les procureurs du Ministère Publique.

Ainsi Zelaya Rosales, accompagné d'une multitude, pénétra dans l'installation militaire pour récupérer les urnes et les bulletins de vote. Ensuite, des mains populaires les prirent en charge, emportant ce matériel jusqu'au derniers recoins du pays.

Samedi 27 juin, 15 milles urnes installées dans tout le pays étaient prêtes pour la consultation ; plus de 45 mille Honduriens avaient participé volontairement à leur distribution. Par déclaration présidentielle, les urnes devaient être surveillées par des organisations populaires et par la police mais non par l'armée.

L'actionner des masses déconcerta et paralysa la machine de l'opposition. Zelaya Rosales considérant que le Coup d'Etat technique était une conspiration appella le peuple à participer massivement à la consultation du dimanche 28 juin. Il n'avait pas pris la mesure de la situation, ne connaissant pas tous les fils du complot que manoeuvrait l'ambassadeur américain à Tegucigalpa.

Le peuple défendant la consultation et Zelaya Rosales menant la mobilisation depuis la présidence, le procès politique que préparait le Congrès pour le destituer - le Coup « technique institutionnel » - ne pouvait qu'échouer. Le renforcement de la popularité du Président et l'approfondissement du rôle des mouvements sociaux et des organisations de la gauche indiquaient au contraire une radicalisation de Zelaya Rosales. La dynamique putschiste dut alors opter pour le « Plan B ». Un plan qui ne pouvait être rien d'autre qu'un coup fasciste au grand jour. D'après ce plan, l'objectif n° 1 était de séquestrer puis d'expulser du pays le président hondurien.

José Manuel Zelaya Rosales n'est pas un « marxiste », ni un socialiste révolutionnaire. Dans les statuts du Parti Libéral, à la section de Principes Idéologiques, l'article 6 « postule comme principe fondamental l'inclusion sociale et, par conséquent, une croissance économique qui doit être respectueuse de l'équité sociale. Cette règle doit s'imposer à l'exercice des libertés économiques, d'initiative, d'investissement, de commerce, de concurrence, de contrats et d'entreprise, de telle sorte que la production économique doit respecter une logique de développement durable et assurer une distribution équitable des richesses ». Zelaya Rosales a voulu mettre en pratique les principes idéologiques de son Parti, mais les bourgeois libéraux et l'oligarchie hondurienne ne veulent ni ne peuvent aller au

delà des mots. Ils savent que l'empire ne le leur pardonnerait pas.

Dans des pays comme le Honduras, l'honnêteté et l'action conséquente des gouvernants, peuvent déclencher des révolutions. Zelaya Rosales était devenu un président disposé à prendre la voie de la transformation sociale. La conversion de Zelaya Rosales était une menace pour le statut quo ; c'était le produit de la pression populaire dans un cadre continental de renouveau du mouvement émancipateur. Mais ce processus ne va pas sans courants contraires : les intérêts saccageurs ne sont pas prêts à céder. Voilà la raison d'être de ce coup d'État.

Traduction de l'espagnol pour [Contretemps](#) de Bettina Ghio et Cédric Durand

[1] La plus grande confédération patronale du pays.

[2] Association des Industriels du Bois.

[3] Sheyla Valladares Quevedo : Honduras : De pretextos y verdades, Rébellion. www.rebellion.org

[4] Des gangs armés impliqués principalement dans le trafic de stupéfiants.